



LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de René Otaeyek, avec la collaboration de Daniel C. Bach, François Constantin, Jean Copans, Dominique Darbon, Émile Le Bris, J.-Achille Mbembe, Jean-François Médard, Luke Mhlaba, Bernard Mouralis, Odile Réveyrand-Coulon, Comi Toulabor.

« L'Afrique du Sud aujourd'hui : nous sommes tous des Noirs d'Afrique du Sud ». — **Présence africaine**, n° spécial, Paris, 1986, 352 p.

BAULIN (Jacques) — **Conseiller du Président Diiori**. — Paris, Ed. Eurafor-Press, 1986, 191 p., annexes, index.

Le lecteur qui chercherait dans ce numéro spécial des informations précises ou des révélations sur la situation en Afrique du Sud sera certainement déçu. Cette édition contient essentiellement des contributions très littéraires dans lesquelles l'incantation l'emporte le plus souvent sur la contrainte des faits.

Pourtant, la lecture de ces nombreuses réflexions s'impose. En effet, la multitude des contradictions, l'ampleur de la mauvaise conscience universelle sont parfaitement traduites ici. De l'exhortation à la dénonciation, de l'interrogation à l'affirmation et de la déclaration de principe aux ambiguïtés des principes, tout ce qui fait que débattre de la question sud-africaine suscite inmanquablement un malaise est parfaitement exprimé dans la globalité des contributions. La formulation du verbe décrit mieux les états d'âme que l'âme des États. « L'honnête homme » trouvera dans les excellentes pages d'O. Balogun matière à alimenter ses propres incohérences. [D.D.].

On connaît mal ou très peu l'œuvre et la personnalité politiques de l'ex-Président du Niger. Son ancien conseiller (1966-1974), J. Baulin, nous restitue les principaux traits de caractère — sobriété, charme... — de Diiori Hamani, considéré naguère comme le lieutenant de Félix Houphouët-Boigny et, à ce titre, dépeint comme le « larbin de l'impérialisme français ». Mais au fil des pages, on découvre un tout autre personnage qui, progressivement, prendra toute sa stature d'homme d'État, n'hésitant pas, dans la crise du Biafra, à adopter des thèses radicalement opposées à celles de son ancien mentor, et se heurtant à la France lorsque les intérêts supérieurs de son pays le conduiront à entamer des négociations en vue de la revalorisation du prix de l'uranium, unique richesse du Niger pauvre et enclavé. Comme par hasard, il sera brutalement éjecté de la présidence à la veille de ces négociations qui s'annonçaient fort difficiles.

Si la personnalité de Diiori Hamani nous a conquis, on reprochera cependant au chef d'État sa grande allergie

aux manifestations anodines d'étudiants, et à l'auteur de ne rien dire sur les conditions de son accession au pouvoir ou sur ses prises de position, en 1972, à propos de la Zone franc, devant Georges Pompidou. Toutefois, ces réserves n'oblitérent en rien le témoignage historique que constitue cet ouvrage que les Nigériens (mais pas seulement eux) liront sans doute avec intérêt [C.T.]

CHABAL (Patrick) (ed.) — **Political Domination in Africa. Reflections on the Limits of Power.** — Cambridge, Cambridge University Press (coll. « African Studies Series »), 1986, 211 p., index.

La démocratie redevient une idée neuve en Afrique. On s'en était débarassé, sous prétexte qu'elle était un luxe à la fois inaccessible et inefficace, face aux nécessités de l'unité nationale et du développement économique. Le complexe de l'ethno-centrisme aidant, tout le monde avait applaudi d'abord au parti unique, puis au régime militaire. Le mythe de la dictature du développement légitimait la dictature. Mais les dictatures du développement, qu'elles soient civiles ou militaires, ayant largement échoué à leur tour, on peut à nouveau poser la question de la démocratie en Afrique. C'est sur ce thème de la démocratie, ou plus précisément de la responsabilité politique (*political accountability*), c'est-à-dire des mécanismes par lesquels les gouvernés peuvent demander des comptes aux gouvernants, que porte, en dépit de son titre, cet ouvrage collectif. Cette conception de la démocratie a l'avantage de ne pas être liée à une incarnation historique particulière de celle-ci, tout en se situant au cœur de la conception classique de la démocratie qui n'en est pas moins, elle, historiquement située. Il s'agit d'un recueil d'essais et non d'un travail systématique qui, en fonction de ce thème, aborde des sujets très divers, pour ne pas dire hétéroclites, sans plan apparent. Il réunit une belle brochette de chercheurs confirmés : R. L. Sklar dont la

contribution sur la démocratie en Afrique donne le ton, T. M. Callaghy, M. Staniland, D. C. O'Brien, P. Chabal, J.-F. Bayart, J. Lonsdale et J. Dunn. Ce recueil de textes, malgré son caractère éclaté, est tout à fait stimulant. Mais la démocratie de développement que R.L. Sklar appelle de ses vœux ne paraît pas être pour demain, car les contraintes qui rendent son établissement si difficile en Afrique demeurent. Ce n'est pas une raison pour s'y résigner. [J.-F.M.).

COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), FOREST (Alain) (textes réunis par) — **Décolonisation et nouvelles dépendances. Modèles idéologiques et culturels dans le tiers monde.** — Paris, Presses universitaires de Lille, 1986, 283 p.

Cet ouvrage est le fruit du séminaire organisé par le Laboratoire « Connaissance du Tiers monde » de l'Université Paris VII en 1981-1982. Nous connaissons tous les difficultés à faire paraître un ouvrage de ce genre et je serai le dernier à jeter la pierre aux éditeurs. Cela dit, l'ouvrage nous déçoit tout de même. La plupart des contributions sont d'un bon niveau, mais l'ensemble laisse planer une impression de flou et, avouons-le, de déjà vu. Presqu'un manuel (mais pas assez didactique), un montage d'essais aux perspectives très différentes, cet ouvrage manque d'envergure méthodologique. Depuis quelques années, les études tiers-mondistes sont dans une espèce d'impasse : entre le mondialisme des uns (C. Coquery-Vidrovitch à la suite de I. Wallerstein), l'historicité des autres (Triaud, Hemery, Raison-Jourde) et la critique juridique des modèles politiques (Chemillier-Gendreau, Le Roy, Gallisot), plusieurs modèles analytiques nous sont proposés dont aucun n'emporte véritablement l'adhésion.

Partagé en trois parties (les données du problème, le domaine politique, le domaine culturel), ce recueil laisse l'analyse nommément anthropologique

ou sociologique de côté. La réalité des mouvements sociaux, à la ville comme à la campagne, semble avoir été l'objet d'autres séminaires. Il n'empêche que l'hypothèse qu'évoque l'historien J. Piel (p. 237) d'un développement *différent* au-delà d'un développement *inégal* aurait mérité plus de réflexion. Car l'idée de contre-modèles paraît aujourd'hui désuète tant la diversité des tiers monde fait éclater le consensus des années 1960 [J.C.].

DURAND-LASSERVE (Alain) — L'Exclusion des pauvres dans les villes du tiers monde. Accès au sol et au logement. — Paris, L'Harmattan (coll. « Villes et entreprises »), 1986, 198 p., bibliogr.

Placer un propos aussi austère sous une référence à Sade ne manque pas de saveur ! L'auteur prend, il est vrai, un plaisir démoniaque à nous démontrer très pédagogiquement que les actes de gestion foncière et immobilière visent l'accaparement et la domination, mais aussi l'exclusion et, plus encore, l'organisation de la soumission des exclus. Un autre Sade surgit que l'on connaît moins bien : celui qu'anime le souci d'exposer la révolte de l'homme libre contre la société...

Dans cet état de la question bien argumenté, A. Durand-Lasserve rend compte d'une situation d'exclusion qui concerne plus des trois quarts de la population de certaines métropoles du tiers monde. Sa thèse est simple : les filières populaires « informelles » d'accès au sol urbain et de production de logement constituent la réponse la mieux adaptée dans un contexte général de décroissance des revenus. On peut dès lors se demander si l'enjeu principal ne se déplace pas du niveau de la production foncière et immobilière à celui de la gestion ou plutôt de l'accompagnement d'une croissance démographique et spatiale particulièrement rapide.

A une époque où la mode est de parler du tiers monde au pluriel, tenter de faire rentrer trois continents dans

une grille d'analyse unique relève de la gageure. Le pari est pourtant largement gagné dans ce manuel à l'usage des planificateurs et, pourquoi pas, des exclus eux-mêmes. Si l'analyse en termes de systèmes apparaît parfois pesante, elle est produite dans un style clair et dans une présentation équilibrée où les essais théoriques alternent avec les présentations d'études de cas. On regrettera toutefois que ces derniers ne soient pas illustrés par des photos ou par des cartes, et que la maîtrise des cas africains ne se situe pas toujours à la hauteur de celle manifestée pour les autres continents. Un index géographique eût été également bienvenu.

On s'aperçoit, au fil des pages, que la sacro-sainte « loi » de l'offre et de la demande a un pouvoir explicatif à peu près nul. Il est nécessaire, pour comprendre l'exclusion des pauvres du sol urbain et du logement, de recourir à l'analyse en termes de processus et de stratégies d'acteurs sociaux. Les uns et les autres sont bien identifiés dans les deux premiers chapitres du livre, le dernier chapitre étant consacré à une analyse très convaincante des politiques publiques.

La comparaison avec le maître-ouvrage de Ch. Topalov paru en 1974 (*Les Promoteurs immobiliers : contribution à l'analyse de la production de logement en France*, Paris, Mouton), vient bien sûr à l'esprit, mais le tiers monde se distingue du monde riche en ce que la promotion immobilière n'y domine ni la gestion foncière ni la production de la ville réelle. Du transfert du droit d'usage à l'occupation du logement par l'utilisateur final interviennent trois grands types d'acteurs : le propriétaire foncier, le lotisseur (dont le rôle est souvent essentiel) et le promoteur-producteur immobilier. L'efficacité de ces acteurs dans le processus d'exclusion varie selon que l'on évolue dans la filière capitaliste, dans la filière étatique ou dans la filière populaire. L'intervention des pouvoirs publics recèle une ambiguïté fondamentale, puisqu'elle consiste à la fois à soutenir l'activité du secteur privé (désignation des percepteurs de la rente ou du tribut foncier et accélération de l'effet d'exclusion) et à en corriger les

effets par des interventions directes (programmes de logements) ou indirectes (subventions, crédit, opérations de réhabilitation-rénovation, corpus de règlements et de normes...). Mais l'expérience prouve qu'aucune action durable sur la situation foncière urbaine ne peut être entreprise dans le respect du statu quo social, l'objectif de l'État étant presque toujours, en dernière analyse, de briser toute forme d'alliance possible entre classes moyennes et prolétariat urbain. Répression et pacification sont, dans cette perspective, les deux volets d'un même projet de contrôle social.

A. Durand-Lasserve prend le risque d'une véritable prospective urbaine posant la question du devenir des grandes villes du tiers monde. De nouvelles pratiques émergent, de nouveaux acteurs interviennent qui s'inscrivent dans des tendances lourdes : désengagement de l'État et des grandes institutions internationales comme la Banque mondiale, d'une part, et aggravation de la crise des classes moyennes touchées de plein fouet par les politiques déflationnistes imposées de l'extérieur, d'autre part.

Les responsables ont longtemps été persuadés que la seule éradication des manifestations extrêmes de la pauvreté constituait un moyen d'atteindre ses causes structurelles. Depuis une dizaine d'années, ils se contentent de canaliser les réponses des habitants. N'entre-t-on pas dans une phase où, à travers une manipulation de la « participation populaire », va se généraliser une politique de gestion de la pauvreté par les pauvres eux-mêmes ? [E.L.B.]

GLELE-AHANHANZO (Maurice) (préface d'Abdou Diouf) — **Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et aux organisations régionales africaines.** — Paris, LGDJ (coll. « Bibliothèque africaine et malgache), 1986, 574 p., bibliogr., annexes.

Grâce à cet ouvrage volumineux, nul ne pourra plus rien ignorer de

l'OUA et des autres organisations régionales africaines. Des plus importantes aux plus modestes, des plus politiques ou économiques à celles dont la vocation est exclusivement culturelle, sans oublier les différentes « Autorités » de mise en valeur de tel fleuve ou bassin, tout y passe, rien n'est oublié : règlements intérieurs, déclarations, plans d'action, protocoles, traités, statuts, chartes, bref, toute la charpente juridique sur laquelle reposent les relations multilatérales en Afrique noire est exposée dans ses moindres détails, à la grande joie de l'éventuel spécialiste ou étudiant, assuré de trouver dans ce livre le texte intégral de l'accord qu'il cherchait en vain depuis si longtemps [R.O.].

HAYWARD (Fred M.) — **Elections in Independent Africa.** — Boulder and London, Westview Press, 1987, 318 p., bibliogr., index.

Au départ de cet ouvrage collectif, les auteurs avaient un parti pris, et ils ne s'en cachent guère. Il s'agissait de reprendre à nouveaux frais l'analyse politique du fait électoral dans l'Afrique postcoloniale, à partir d'une perspective résolument optimiste. Si, à l'arrivée, les résultats sont contrastés et les contributions fort inégales, il ne faut pas en rechercher les raisons dans les cas étudiés. Les « échantillons » analysés recouvrent assez bien la diversité des situations (Sierra Leone, Ghana, Nigeria, Botswana, Tanzanie, Zaïre, Kenya, Sénégal) et autorisent d'utiles typologies (systèmes électoraux non compétitifs, semi-compétitifs, compétitifs). Les auteurs restituent habilement chaque cas à son histoire propre, n'hésitant pas à se référer aux antécédents coloniaux et parfois, plus rarement il est vrai, pré-coloniaux. De cette nécessaire contextualisation, ils retirent le bénéfice de mettre en lumière la multiplicité des significations que revêtent les pratiques électorales en Afrique, et réfutent par conséquent la thèse de leur « infirmité » politique.

Mais cette réhabilitation des élections africaines et la pleine reconnaissance de leur vertu politique ne s'effectuent pas sans quelques accrocs théoriques. Tout en montrant bien que ces élections acquièrent avant tout leur signification à l'intérieur des trajets historiques propres aux sociétés et aux États dans lesquelles elles sont organisées, les auteurs ressentent, paradoxalement, la nécessité de confronter malgré tout ces significations aux variables des théories électorales classiques (légitimité, rôle de l'opposition, participation politique, idéologie, élites, dimension symbolique et rituelle, etc.). Cette solution formaliste et toute tendue vers « le haut » permet de sous-estimer et de marginaliser, en fin de compte, une problématique qui, en envisageant le « passage électoral » comme un moment et un espace de conflit entre l'État et la société (perspective évoquée dans la contribution de J. D. Barkan sur les rapports entre le processus électoral et les relations État-paysans au Kenya), aurait enrichi considérablement l'ouvrage. Il est, à cet égard, significatif que rien n'ait été dit sur les campagnes électorales elles-mêmes, les dits et les non-dits populaires à propos des élections, les programmes des candidats (au moins dans les systèmes compétitifs ou semi-compétitifs), bref, toute cette épaisseur sociologique et anthropologique des conflits qui font la particularité des élections africaines (même si ces dernières ont, par ailleurs, prétention à participer d'un universel politique).

Ces remarques n'enlèvent point leur valeur aux contributions rassemblées dans un ouvrage qui, ainsi que le dit F. Hayward dans sa conclusion, constitue avec raison un pas important dans l'étude des processus électoraux dans l'Afrique indépendante et appelle à un examen renouvelé d'une question devenue — injustement — le parent pauvre des recherches récentes en politique africaine. [J.-A.M.].

JINADU (L. Adele), MANDAZA (Ibbo) (eds). — **African Perspectives on Non-Alignment**. — Harare, African

Association of Political Science (AAPS), 1986.

Réalisée à la veille de la huitième Conférence des 101 pays du Mouvements des non-alignés qui s'est tenue à Harare en août 1986, cette publication réunit les études faites par cinq intellectuels africains sur la conception et la pratique du non-alignement des pays africains par région, et les implications qui en découlent pour ces pays. Si le désarmement, l'anti-colonialisme, l'anti-racisme et le développement économique restent les principaux objectifs du non-alignement, le comportement d'un nombre considérable de pays africains par rapport à ces objectifs demeure hésitant et nuancé, voire même contradictoire. Les cinq auteurs démontrent la complexité des enjeux du non-alignement. Dans un premier temps, ses principes se heurtent aux réalités bien installées de la bipolarité marquée du système militaire international et de l'hégémonie économique écrasante des pays industrialisés, ce qui implique la dépendance, et donc la faiblesse, des pays du Sud, c'est-à-dire la majorité des non-alignés. En second lieu, les considérations nationales et régionales qui ne sont pas épargnées par la pression des pays du Nord entraînent souvent des divergences politiques parmi les pays africains, ce qui rend plus difficile la recherche de solutions aux problèmes internationaux dans le cadre du Mouvement des non-alignés. Les auteurs se rejoignent pour considérer que le non-alignement n'implique pas l'isolationnisme ou la passivité, mais plutôt une position équilibrée à l'égard des pays de l'Est et des Occidentaux.

L.A. Jinadu souligne que c'est au nom du non-alignement que son pays, le Nigeria, a rejeté la théorie castriste de « l'allié naturel » à propos de l'Union soviétique, tout en acceptant le rôle militaire de Cuba en Angola et en Éthiopie. Pour sa part, G. Martin, après une étude empirique du réseau militaire et de l'engagement économique de la France dans quatorze pays francophones d'Afrique, prend le risque de conclure que seuls cinq de ces pays qui ont

des relations aussi importantes avec l'Est qu'avec la France pourraient prétendre être « non-alignés ». D.K. Orwa met en cause les accords militaires que le Kenya a signés avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. Il fait prévaloir que seule la Tanzanie est restée fidèle au principe du non-alignement en Afrique orientale. Pour l'Égyptien A.M. el Maschat, les pays arabes ne pourront pas jouer un rôle sensible dans le Mouvement des non-alignés tant qu'ils n'auront pas retrouvé leur unité dans le conflit qui les oppose à Israël.

I. Mandaza, pour sa part, aborde les problèmes de l'auto-détermination et l'anti-racisme qui se manifestent au travers des luttes des peuples sud-africain et namibien. C'est l'une des questions les plus brûlantes que la Conférence allait débattre et dans laquelle le Zimbabwe est très impliqué. D'ailleurs, le ministre zimbabwéen de l'Information la soulève dans son avant-propos à l'ouvrage. I. Mandaza met en évidence le paradoxe de la politique américaine dans cette affaire : le régime de Ronald Reagan rejette les propositions de sanctions économiques coercitives contre le Zimbabwe parce que ce dernier critique la politique américaine...

En résumé, cette monographie rappelle les principes originels du Mouvement des non-alignés et situe dans leurs contextes régionaux et internationaux les perspectives africaines du non-alignement. Ce sont des perspectives qui allaient jouer un rôle considérable à Harare [L.M.].

KAMISSOKO (Goussou) — De Yamoussoukro à Pretoria : le chemin du dialogue. — Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1985, 138 p.

L'auteur accompagnait le ministre ivoirien de l'Information, Laurent Folgo, lors de sa visite en Afrique du Sud en 1984. Une apologie de sa mission et du « dialogue » qui, malgré un titre alléchant, n'apprend rien sur l'initiative ivoirienne du début des années soixante-dix [D.C.B.].

LAN (David) — Guns and Rain : Guerrillas and Spirit Mediums in Zimbabwe. — London, James Currey, 1985.

Cet ouvrage est l'aboutissement de deux années de terrain à Dande, sur la frontière nord du Zimbabwe, dans l'immédiat après-guerre qui conduisit à l'indépendance de l'ancienne colonie britannique. L'aspect le plus original de l'étude est sans doute l'analyse du système symbolique qui relie les médiums à la terre et à la fertilité. Ce système symbolique joua comme un moyen d'intégration des guérilleros dans les communautés qui eurent à supporter le poids de la pression militaire. Il en est de même pour l'analyse de la religion des Shona. La mise en évidence des facteurs religieux dans la conduite de la guerre et l'invention de nouveaux tabous est réussies. L'une des faiblesses de l'étude est de postuler *a priori* l'unicité du système symbolique shona. Or, cette unicité reste précisément à démontrer [J.A.M.].

LUNEAU (René). — Laisse aller mon peuple ! Églises africaines au-delà des modèles ? — Paris, Karthala, 1987, 193 p.

De lecture agréable, cette brève étude fait le point sur la croissance des Églises catholiques dans les pays de l'Afrique dite francophone. Elle montre au passage la diversité des expériences en cours, qu'il s'agisse de l'émergence des communautés « de base », de la recherche anthropologique, de la pastorale de la santé ou des efforts missionnaires intra-africains. Bien que fort nuancé dans ses jugements, l'auteur conclut néanmoins que cette croissance se heurte à des contraintes extérieures, que renforce un modèle interne de pouvoir en divorce avec la créativité des communautés. Des pages intéressantes sont consacrées au problème des prêtres et laissent deviner tout l'intérêt qu'il y aurait à étudier les divers usages afri-

cains du christianisme. Si le politiste doit regretter l'étroitesse de l'interprétation exclusivement « ecclésio-centrée » que l'auteur propose des données recueillies, il n'en reste pas moins que cette sympathique étude — qui fait une large place à la littérature produite par les Africains eux-mêmes sur la question — constitue une excellente introduction pour tous les analystes préoccupés par le poids du facteur chrétien dans les sociétés postcoloniales. [J.-A.M.]

Mission to South Africa : the Commonwealth Report — London, Penguin Book, 1986, 176 p., annexes.

Le rapport des « personnes éminentes » mandatées par le Commonwealth, par décision des chefs de gouvernement des pays membres (octobre 1985), pour enquêter sur l'apartheid et promouvoir un dialogue pour le changement, constitue une présentation très complète de la situation sud-africaine actuelle. Les organisations sociales, les mouvements de population, les décisions et positions politiques, de même que les évolutions récentes du pouvoir sont présentés de façon exhaustive et mesurée. Leur importance, les changements politiques et économiques intervenus dans le pays depuis deux ans donnent lieu à une analyse sans complaisance mais toujours assez nuancée. Les arguments avancés, les faits énoncés font l'objet d'une évaluation poussée, si bien que les rapports de force et les ambiguïtés du système social sud-africain apparaissent dans toute leur complexité. Si l'on peut douter du réalisme des propositions du groupe, on ne peut se passer de cette image du pays. L'ouvrage est habilement complété par des annexes présentant des documents de l'ANC, du régime sud-africain ou les propositions constitutionnelles de P.W. Botha. On ne peut qu'engager à lire un tel ouvrage qui pêche seulement par l'absence d'une présentation de l'état d'esprit des populations de l'Afrique du Sud. [D.D.]

POPOVIC (Alexandre), VEINSTEIN (Gilles) (éds.) — **Les Ordres mystiques dans l'islam : cheminements et situation actuelle.** — Paris, Ed. de l'École des hautes études en sciences sociales (coll. « Recherches d'histoire et de sciences sociales », 13), 1985, 325 p.

Lorsque l'on organise un colloque scientifique sérieux, on est fréquemment partagé entre le regret de ne pas faire largement connaître des communications de qualité et la gêne que suscite le fait que, bien souvent, un ensemble de telles communications ne fait pas nécessairement un ouvrage homogène. En général, le dilemme est résolu par le manque de crédits... Heureusement, A. Popovic et G. Veinstein ont trouvé le soutien de l'EHESS qui a fort bien compris l'intérêt de cet ensemble. Le public dispose ainsi d'une série d'études historiques et sociologiques offrant une large perspective comparative sur un phénomène social qui n'en finit pas d'être contemporain.

Le fait confrérique a ceci de remarquable qu'il défie et le temps et les changements politiques. Il mérite donc autre chose que le mépris des fanatiques de l'orthodoxie, qu'ils soient théologiens ou politistes. Les contributions réunies ici ont pour la plupart un caractère descriptif, l'analyse se limitant à la conclusion préparée par G. Veinstein. Mais il est vrai qu'en 1982, date du colloque servant de base à cette publication, la réflexion scientifique sur les confréries et ordres mystiques dans le monde d'aujourd'hui était encore à ses débuts. Depuis, les auteurs ont approfondi leurs recherches, les comparaisons ont pu se multiplier et des études consacrées à l'Afrique noire sont venues enrichir les connaissances.

Ici, l'Afrique subsaharienne est présente par les écrits de N. Grandin, J.-L. Triaud et B.G. Martin. A la première, admirable connaisseuse du Soudan, revenait aussi de parler de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique orientale qu'elle aborde avec prudence. Tous ceux qui ont entendu le second regretteront qu'il ne nous ait pas encore écrit tout ce qu'il sait, le très fin « essai

bibliographique » consacré ici à l'Afrique de l'Ouest n'étant qu'un échantillon de ce qu'il sait faire. Aussi bref, l'essai de B.G. Martin constitue une discussion de publications antérieures sur la Tidjaniya au Ghana et au Togo, notamment celles de M. Hiskett et R. Delval.

S'il fallait formuler un regret, c'est sans doute que le découpage géopolitique des contributions donne aux mouvements confrériques l'apparence de phénomènes nationaux, alors que l'un des traits importants se trouve dans leur vocation originelle transnationale. Il serait bon que tous les experts en soufisme se réunissent un jour pour étudier les internationales confrériques. [F.C.]

RICARD (Alain) — L'Invention du théâtre : le théâtre et les comédiens en Afrique noire. — Lausanne, L'Age d'Homme, 1986, 134 p.

« Invention », et non histoire du théâtre. L'angle d'attaque ainsi choisi permet d'abord à A. Ricard de dépasser la question de l'origine — festive, rituelle et/ou sacrée — du théâtre, à laquelle le chapitre II (« Rituel, fêtes et théâtre ») apporte une pertinente mise au point. Il permet aussi de dépasser les « dramaturgies de l'authentique » pour lesquelles « le théâtre est une fête » dont tous les participants seraient acteurs et les « dramaturgies de l'intervention » qui font du théâtre une école et du « comédien un pédagogue » (pp. 9-10).

La perspective suivie par A. Ricard se développe à partir d'une définition du théâtre, plus « pratique » que théorique, mais qui va par là-même se révéler fort productive : « Le théâtre commence avec la naissance des comédiens » (p. 43). D'où la nécessité d'aller d'abord chercher ces comédiens professionnels, sans qui le théâtre n'existerait pas, et que l'auteur a rencontrés plus spécialement au Nigeria (chap. III : « Théories et pratiques yoruba ») et au Togo (chap. IV : « Théâtre littéraire et théâtre populaire »). On appréciera, à ce

stade de l'analyse, l'éclairage très précis qui est donné, à propos de ces deux cas, sur l'institution théâtrale et son fonctionnement (formation de l'acteur, locaux, technique du jeu, finances, etc.). A quoi s'ajoute une iconographie originale due à l'auteur lui-même.

Parallèlement, A. Ricard se propose de déterminer l'enjeu et la signification auxquels renvoient les deux exemples retenus. Le théâtre yoruba, envisagé notamment à travers l'itinéraire de H. Ogunde (et aussi de W. Soyinka, dramaturge et théoricien) a été l'occasion d'une mutation significative : « Dans la production du texte dramatique le sujet historique fait irruption (...). S'affranchir des masques est aussi s'affranchir du sujet collectif et affronter l'histoire en son nom propre : la regarder à visage découvert » (p. 48).

Le *concert-party* illustre un processus similaire, mais décalé. L'innovation que représentent la professionnalisation et l'introduction du texte, lisible en particulier dans le travail de répétition « constitutif du concept de représentation » (p. 97), est essentielle. Mais, en même temps, ce texte, réduit à un canevas, demeure problématique et le concert est une « dramaturgie de l'improvisé » (p. 105). Pourtant, le concert est une des formes possibles de « l'invention du théâtre » car, inscrit dans une situation de domination culturelle et linguistique, il tente de la mettre en scène et, en définitive, y réussit par la façon dont les comédiens qui jouent en éwé réservent une place à la langue française : « Représenter sa mythologie quotidienne, représenter sa propre aliénation (...), requiert audace, force, mais aussi maîtrise » (p. 114).

Un dernier chapitre situe ces expériences dans le contexte plus général de l'Afrique et il est l'occasion pour l'auteur de rappeler que ce sont plutôt les écrivains qui font défaut ou posent problème et non les comédiens qui, eux, existent. Ce livre est l'histoire d'une rencontre. [B.M.]

SATHYAMURTHY (T.V.) — The Political Development of Uganda :

1900-1986. — Aldershot, Gower, 1986, 781 p., bibliogr.

Tracer l'histoire politique de l'Ouganda est un exercice périlleux auquel de nombreux universitaires — notamment des Ougandais — se sont déjà essayés, parfois de manière tout à fait heureuse. C'est une véritable somme que nous propose cette fois T.V. Sathyamurthy, après une vingtaine d'années de recherche. Le premier intérêt de cette publication est de nous conduire jusqu'au présent, c'est-à-dire à la prise du pouvoir par l'équipe de Yoweri Museveni en janvier 1986. Ainsi a-t-il rassemblé en un même (fort) volume tout ce que l'on sait sur la vie politique dans cette partie de l'espace interlacustre qui deviendra l'Ouganda. Mais comme l'auteur ne peut tout dire, il nous fournit, deuxième intérêt de l'ouvrage, une masse de références bibliographiques d'abord développées dans les notes regroupées en fin de chapitre, puis complétées en fin de publication (avant un index détaillé).

Il est vrai que l'éditeur a choisi une reproduction directe du manuscrit dactylographié, formule économique qui se généralise et n'est pas blâmable en soi si l'original est bon, c'est-à-dire notamment s'il est justifié aussi bien à droite qu'à gauche, ce qui n'est malheureusement pas le cas ici, l'ondulation de l'alignement des fins de ligne étant aggravée parfois par des insuffisances de corrections (avec par exemple des mots coupés en milieu de ligne).

Sur le fond, l'auteur nous prévient des péripéties qui l'ont conduit à rajouter chapitre après chapitre, au fur et à mesure que les perspectives de publication étaient reportées, ce qui pouvait nuire à l'unité de l'ensemble. Il nous indique aussi fort honnêtement que la partie historique (celle qui va jusqu'à l'indépendance, soit la moitié des chapitres) constitue un travail de deuxième main. Ce n'est pas là un défaut en soi, car l'auteur nous donne un bon film des luttes pour le pouvoir politique au Buganda et dans les royaumes voisins

dans la période précoloniale et coloniale.

Le problème vient plutôt de la nette rupture entre cette partie qui décrit un enchaînement de faits et gestes affectant ce que nous pouvons appeler les gouvernants (rois, princes, gouverneurs), c'est-à-dire la politique du Palais où les masses sont absentes, et les chapitres suivants consacrés à l'Ouganda indépendant, chapitres plus personnels où l'auteur rompt alors avec le fil événementiel pour se consacrer davantage à une analyse politique, à une tentative d'explication de la succession de crises politiques qui ont secoué l'espace ougandais. Les faits et gestes ne sont alors plus évoqués qu'à grands traits ou dans des notes, et la discussion théorique apparaît.

A cet égard, l'auteur a visiblement quelque réticence à se livrer. Il montre clairement qu'il a des comptes à régler avec des auteurs considérés souvent comme des références et qu'il n'estime guère, qu'il s'agisse d'A. Mazrui ou de W. Nabudere, et qu'il se sent plus proche de M. Mamdani, dont les écrits lui servent de point de repère, quitte parfois à prendre ses distances lorsque les thèses de ce dernier lui paraissent trop orientées vers le très long terme, sinon l'abstraction, au moment où la société ougandaise a besoin de recettes urgentes.

Soucieux d'analyser la crise de l'État ougandais, l'auteur ne s'attarde guère sur la description des institutions, des partis politiques ou des syndicats ; par contre, il nous suggère un tableau de la dynamique de la « formation sociale de l'Ouganda » qui est une contribution à la réflexion sur l'État post-(ou néo ?) colonial. Il y a donc les éléments aussi bien d'une économie politique que d'une sociologie de l'Ouganda et plus que des allusions aux interactions avec le système international (notamment pour la période la plus récente de la dictature Amin et de l'après-Amin) [F.C.].

TUBIANA (Marie-Josée) — **Des troupeaux et des femmes. Mariages et**

transferts de biens chez les Beri (Zaghawa et Bideyat) du Tchad et du Soudan. — Paris, CNRS/L'Harmattan, 1986, 390 p., bibliogr., index, tabl., cartes.

L'étude porte sur les comportements matrimoniaux de deux populations qui se nomment elles-mêmes Beri, situées au nord-est du Tchad et au nord-ouest du Soudan. D'emblée, les termes tribu, ethnie, clan montrent ici la complexité de leurs contenus et ce travail donne la mesure de la multiplicité des réseaux sociaux constitutifs de ces types de sociétés. Est soulignée la dynamique des structures sociales, leur changement progressif par l'intégration de données nouvelles (islam, argent), sans pour autant que soient modifiés les processus de base sous-tendant les équilibres sociaux : l'échange de biens et de femmes montrant que le changement porte plus sur la nature des rites et des dons que sur leur valeur symbolique.

La démarche de M.-J. Tubiana relève de la plus pure tradition ethnologique : observation participante, recueil de récits de vie et transcription d'un texte très descriptif agrémenté de dessins au splendide graphisme, données foisonnantes peu interprétées pouvant parfois paraître pesantes. La démarche scientifique délibérée exclut toute compréhension explicative et privilégie la transmission d'une réalité « brute », bien que « sélectionnée ». L'ethnologue apparaît de manière intentionnelle à travers les propos préliminaires à la livraison des données, montrant son cheminement (ses trente années de missions qui donnent une ampleur rare à une telle observation), ses réflexions personnelles sur le terrain.

L'ouvrage est centré sur le mariage, lieu par excellence où se nouent (et se dénouent) les alliances qui induisent d'incessants passages de biens, mécanismes de possession et de dépossession, par des dons et contre-dons, appauvrissant l'un au profit de l'autre, n'excluant jamais un éventuel retournement de situation. Travail salarié (les

jeunes s'expatrient), dons, héritages, vols contribuent à cela. L'essentiel des activités consiste à accroître son troupeau, dans le but de tisser des alliances. Les dons d'animaux, rituels dès la naissance, participent à l'intégration du sujet au groupe social tout au cours de sa vie (ainsi est mise en forme « la marque tangible des liens noués entre les hommes »), le troupeau est indispensable à la survie. La compensation matrimoniale élevée, estimée en têtes de bétail, faite de nos jours de dons ostentatoires — sans compter que souvent une compétition entre prétendants accroît le montant de la dot et multiplie les cadeaux « conjoncturels » — correspond à un événement central de la vie clanique ; sa constitution et sa distribution s'étalent sur des années (jusqu'à dix ans), mobilisant troupeaux et personnes. Le mariage consolide les solidarités entre parents : « C'est l'affaire du groupe social tout entier ». Contacts, échanges, liens, tout est codifié. L'auteur fournit de nombreux exemples de composition de dot et des modes d'alliances en majorité endogamiques, claniques, insistant sur la position des chefferies. Même si une dot est versée exceptionnellement en argent — et là, l'inflation des dots est la plus forte —, un don complémentaire en animaux sera indispensable. Toutefois les objets manufacturés d'importation sont de plus en plus nombreux. Lors des étapes cérémonielles — succession de rites et de dons d'animaux — des animaux sont sacrifiés. L'âge au mariage dépend de la dimension du troupeau. Préoccupations, activités, efforts, toute une large part de la vie de l'homme est tournée vers le mariage, d'autant plus lorsqu'il choisit d'être polygame. Enfin, à la complexité des liens établis s'ajoutent les complications de la mobilité matrimoniale.

L'auteur se penche par ailleurs sur d'autres aspects coutumiers, comme la réclusion des nouveaux époux, proportionnelle à la richesse, la naissance du premier enfant, le statut de la femme, etc. Ce mode d'approche ethnologique, très descriptif, détaillé, sans réflexion globalisante, renvoie à la source des événements et ne se contente pas,

comme tant d'ouvrages, d'exsuder les idées-forces, quitte à nécessairement simplifier. Il démontre la grande plasticité des phénomènes vécus dans l'éthnie ; la réalité est puissamment rendue : des positions, des principes peuvent être modifiés, selon les besoins, ce qui parfois peut donner l'impression de confusion et d'absence de règles. Un regret, comme nous en prévient l'auteur : aucun recueil de récits de femmes, tout est appréhendé à partir et à travers les hommes. Traité avec des femmes, un tel travail eut sans doute offert un autre éclairage des comportements ici éminemment masculins. [O.R.-C.].

VERSCHUUR (Christine), CORREA LIMA (Marluza), LAMY (Philippe), VELASQUEZ (German) — **Mozambique : dix ans de solitude.** — Paris, L'Harmattan, 1986, 182 p.

C'est un « retour de la République populaire du Mozambique » que nous offrent ces quatre auteurs, forts de leur expérience de terrain au sein de l'administration nationale mozambicaine.

Avec d'autres, ils partagèrent intérêt et sympathie pour la politique engagée par l'équipe de Samora Machel ; ils partagèrent aussi, dix ans après, une grande morosité, pour ne pas dire plus, devant les résultats obtenus : un régime se réclamant d'un marxisme-léninisme orthodoxe s'est révélé impuissant à enrayer une décadence généralisée, tant dans le domaine politique que dans celui de la production. Les quelques résultats positifs enregistrés en matière sociale (santé, éducation) sont insuffisants pour rattraper l'accumulation des erreurs commises dans le traitement de la question paysanne, du développement du secteur public ou de la planification.

Cette analyse critique constitue un excellent document sur la situation actuelle du Mozambique, mais aussi un instrument de réflexion de qualité sur les problèmes de l'exercice du pouvoir. Sans doute, çà et là, on cède à la faci-

lité (pas de bibliographie, une carte bâclée), aux clichés (Nyerere est un sage, un sage ne peut être que vieux, donc Nyerere est « vieux »), aux réminiscences liturgiques (l'échec ne remet pas en cause les principes d'une politique révolutionnaire, parce que la politique menée n'était pas du véritable socialisme).

On pourrait encore ergoter et souligner qu'au fond, dans certains domaines fondamentaux où les pratiques furent les plus désastreuses, les Mozambicains ont souffert non pas de « dix ans de solitude », mais plutôt d'une sollicitude trop pressante de « conseillers » agricoles ou de planificateurs venus de l'est et du nord, et dont les options vinrent contribuer singulièrement au développement d'un bureaucratisme paralysant toute initiative de la base et stérilisant donc tout espoir de mobilisation.

Mais il ne faut pas s'arrêter à ces jeux de mots, et mieux vaut souligner que les auteurs ont su intelligemment résister à la tentation facile de tout expliquer par les seules contraintes de la dépendance immédiate, dans ses deux dimensions : historique d'abord, car il fallait assurer l'héritage d'une économie coloniale dépendante alors que les cadres désertaient ; spatiale ensuite, et c'est tout le problème de la coexistence avec l'Afrique du Sud. Bien sûr, et l'accord de Nkomati le rappelle, la dépendance pèse lourdement, mais les auteurs montrent qu'à l'intérieur de celle-ci, d'autres forces entrent en jeu dans la société civile, au sein de l'élite au pouvoir, et que la quotidienneté de la vie paysanne, de la vie urbaine, de l'habitat ou de la sécurité s'est dégradée en grande partie du fait du « social-chauvinisme » (entre guillemets dans le texte) des « intellectuels révolutionnaires » (aussi entre guillemets) du FRELIMO.

Le Mozambique n'était peut-être pas assez « solitaire » au cours de ces dix années. Est-il aujourd'hui « orphelin » après la mort de Samora Machel ? La disparition d'une personnalité à certains égards attachante pourrait avoir au moins pour conséquence d'atténuer le culte de la personnalité qui, en ces

périodes difficiles, avait tendance à tenir lieu d'analyse politique, et donc de rendre plus aisées les révisions qu'avec les auteurs de cet ouvrage, beaucoup considèrent comme inévitables. Mais après

ce qu'ils nous disent des pratiques et des comportements de la nouvelle classe dirigeante, des résistances sont à craindre. [F.C.]

OUVRAGES REÇUS

MORSY (Magali) — **Lexique du monde arabe moderne**. — Paris, Dalloz, 1986, 183 p.

LES CAHIERS DU CEDAF — « **Tango ya ba noko** » (Le Temps des oncles). **Recueil de témoignages zairois**. — n° 5-6, Paris, oct. 1986.

REVUE FRANÇAISE D'HISTOIRE D'OUTRE-MER — « **La péninsule indochinoise et les Européens de la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1954** ». — Paris, tome LXXII, n° 267, 2^e trimestre 1985 (paru en 1986).

GUILLET (Claude) et NDAYISHINGUJE (P.) (Récits présentés par) — **Légendes historiques du Burundi**. — Paris, Karthala (Bujumbura, Centre de civilisation burundaise), 1987, 286 p.

BOUCHER (Jean-Dominique) — **Volontaires pour le Tiers monde**. — Paris, Karthala, 1986, 254 p.

PRÉSENCE AFRICAINE — « **Panorama de la littérature négro-africaine des années 80** ». — 139, Paris, 3^e trimestre 1986 (nouvelle série bilingue).

BRET (René-Joseph) — **Vie du sultan Mohamed Bakhit, 1856-1916. La pénétration française au Dar Sila, Tchad**. — Paris, éd. du CNRS, 1987, 256 p.

FERRY (Marie-Paule) (Textes transcrits et traduits par) — **Les Dits de la nuit. Contes tenda du Sénégal oriental**. — Paris, Karthala, 1983, 303 p.

CROWTHER (Geoff) — **Africa on a Shoestring**. — Berkeley, Lonely Planet Publications, 1986, 752 p.

ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER — **Hommes et destins**. — Paris, Publications de l'Académie des sciences d'outre-mer (coll. « Travaux et mémoires »), tome VII, Maghreb — Machrek, 1986, 536 p.

BEARMAN (Jonathan) — **Qadhafi's Libya**. — London and New Jersey, Zed Books Ltd, 1984, 298 p.